



BRÈVES ÉCONOMIQUES

AUSTRALIE NOUVELLE-ZELANDE PACIFIQUE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE CANBERRA

Semaine du 1^{er} au 7 septembre 2023

AUSTRALIE

Décision de politique monétaire : taux d'intérêt inchangés

Lors de sa réunion d'aujourd'hui, le Conseil d'administration de la banque centrale australienne (RBA) a décidé de laisser le taux cible des liquidités inchangé à 4,10 % et le taux d'intérêt payé sur les soldes de règlement des opérations de change inchangé à 4,00 %. Le taux d'intérêt est le taux d'intérêt que les banques paient pour emprunter des fonds à d'autres banques sur le marché monétaire au jour le jour. Il influence tous les autres taux d'intérêt, y compris les taux des prêts hypothécaires et des dépôts. À leur tour, ces taux d'intérêt influencent l'activité économique, l'emploi et l'inflation. En termes techniques, il s'agit du taux d'intérêt sur les prêts au jour le jour non garantis entre banques (prêts que les banques utilisent pour gérer leurs liquidités). C'est l'objectif opérationnel de la RBA pour la mise en œuvre de la politique monétaire.

[RBA RBA](#)

Le Premier ministre australien souhaite approfondir les liens commerciaux et financiers lors du sommet de l'ASEAN

LE CHIFFRE À RETENIR

4,1%

le taux d'intérêt en Australie pour le troisième mois consécutif

L'Asie du Sud-Est est le deuxième partenaire commercial bilatéral de l'Australie après la Chine. Les échanges commerciaux de l'Australie avec certains pays de l'ASEAN ont stagné ces dernières années. Xi Jinping et Joe Biden ne participeront pas au sommet de l'ASEAN. Si le Premier ministre Anthony Albanese a profité du sommet de Jakarta pour dévoiler un plan à long terme visant à renforcer les liens économiques insuffisants avec les pays de l'ASEAN, d'autres dirigeants se concentrent sur les différends territoriaux et la rivalité croissante entre les États-Unis et la Chine. En l'absence de la Chine et des États-Unis, la pertinence de l'ASEAN est remise en question. Bien qu'aucun dirigeant ne le dise publiquement, l'Indonésie est très déçue que les dirigeants des deux grandes puissances mondiales ne se soient pas présentés cette semaine à Jakarta. [ABC ABC](#)

La Chine désignée comme un risque économique important

Le gouverneur sortant de la banque centrale australienne (RBA), Philip Lowe, a averti que la détérioration de l'économie chinoise représentait désormais un risque important pour les perspectives locales, alors qu'il maintenait à 4,1 % le taux d'intérêt pour le troisième mois consécutif. Lowe a pour la première fois désigné la Chine comme l'une des nombreuses "incertitudes significatives" susceptibles d'affecter l'orientation future des taux d'intérêt, au même titre que la persistance d'une inflation élevée et la capacité des ménages à faire face à l'augmentation rapide du coût des prêts hypothécaires au cours de l'année écoulée. [Financial Review](#)

Marinus Link, le projet d'interconnexion électrique et de télécommunications entre la Tasmanie et l'État de Victoria, est remanié

En octobre 2022, les gouvernements australien, tasmanien et victorien ont conclu un accord historique pour la propriété conjointe de Marinus Link, qui devient ainsi un projet d'interconnexion sous-marine essentiel pour le pays. Le partage des coûts entre les gouvernements fédéral, tasmanien et victorien pour financer ce projet de plusieurs milliards d'AUD a été renégocié après que le gouvernement tasmanien a menacé de se retirer. Le projet permettra le flux d'électricité dans les deux sens entre les deux États, fournissant une énergie propre, fiable et à faible coût aux clients du marché national de l'électricité. [ABC Marinus Link](#)

Chris Hipkins, leader du parti travailliste, a annoncé une politique d'investissement de 100 M AUD dans le fonds de capital-risque pour investir dans l'agritech, ainsi qu'une visite en Inde dans les 100 jours, s'il est élu. Hipkins a fait ces promesses dans le cadre du plan économique en cinq points du parti intitulé "Our Pathway Forward" (Notre voie vers l'avenir). Ces cinq points sont les suivants : 1. Développer une économie axée sur les exportations et jouissant d'une solide réputation mondiale ; 2. Faire de la Nouvelle-Zélande un centre d'excellence en matière d'agriculture durable et d'agro-technologie ; 3. Être un leader mondial dans le domaine des énergies renouvelables ; 4. Exploiter la créativité et l'expertise numériques de la Nouvelle-Zélande ; 5. Renforcer notre offre touristique haut de gamme. Ces objectifs s'appuieront sur la création d'emplois bien rémunérés, la mise en place d'infrastructures durables, l'amélioration des compétences et de l'enseignement pratique, ainsi que sur un "plan budgétaire équilibré". [RNZ](#)

La Nouvelle-Zélande remporte un important différend commercial avec le Canada concernant les quotas laitiers

Il s'agit de la première affaire traitée dans le cadre du CPTPP et du premier différend que la Nouvelle-Zélande ait jamais traité avec un partenaire dans le cadre d'un accord de libre-échange. La décision contraignante, rendue par un groupe indépendant, vient d'être publiée et devrait permettre aux producteurs laitiers néo-zélandais de bénéficier d'un meilleur accès au marché canadien. Dans le cadre de l'accord CPTPP, la Nouvelle-Zélande a obtenu un nouvel accès aux quotas laitiers représentant 3,3 % du marché canadien, soit des dizaines de milliers de tonnes par an de produits laitiers. [NZ Herald Beehive](#)

NOUVELLE-ZELANDE

Annonce du plan économique en cinq points du parti travailliste

Le gouvernement impose des conditions équitables aux fournisseurs des supermarchés

Le Gouvernement renforce les règles pour limiter la domination par le duopole de chaînes de grande

distribution. En particulier, un nouveau code de conduite poussera la grande distribution à traiter de manière plus équitable avec ses fournisseurs (surtout les petits et moyens). Le duopole des supermarchés doit payer à temps et traiter les fournisseurs de manière équitable. Les sanctions peuvent atteindre 3 % du chiffre d'affaires ou 3 M AUD en cas d'infraction au nouveau code. La Grocery Commission jouera le rôle de chien de garde pour faire respecter les nouvelles règles. Cela fait suite à une étude de marché commanditée par le Gouvernement en 2020 sur les facteurs affectant la concurrence. [Beehive RNZ](#)

PACIFIQUE

La Première ministre des Samoa a réitéré ses inquiétudes concernant les programmes australiens et néo-zélandais de mobilité de la main-d'œuvre, qui créent des problèmes pour la main-d'œuvre locale

L'exode des travailleurs du Pacifique vers l'Australie et la Nouvelle-Zélande dans le cadre des programmes régionaux de main-d'œuvre figure à l'ordre du jour des dirigeants du Pacifique. S'ils reconnaissent les avantages de la mobilité de la main-d'œuvre pour les économies du Pacifique, ils s'inquiètent également des problèmes sociaux et économiques qui en découlent. Le nombre de ressortissants des îles du Pacifique se rendant en Australie dans le cadre du programme PALM (Pacific Australia Labour Mobility) a augmenté rapidement depuis l'assouplissement des restrictions de voyage, le programme attirant aujourd'hui plus de 35 000 travailleurs. Selon Stephen Howes de l'ANU, si certains employeurs du Pacifique ont accusé les programmes de travail d'être à l'origine des pénuries de compétences, il est cependant difficile d'évaluer l'ampleur du problème. [RNZ](#)

L'industrie du tourisme dans les îles Cook est optimiste, mais la colère persiste face aux tarifs aériens élevés

L'industrie touristique des îles Cook retrouve son niveau d'avant la pandémie, mais elle doit encore faire face à des saisons creuses et à des tarifs aériens élevés. Le tourisme représente plus de 60 % de l'économie du pays, selon la Banque asiatique de développement (BAD). Il s'est arrêté lorsque les frontières ont été fermées. Le pays s'est entièrement réouvert aux visiteurs au début de l'année dernière. La présidente du conseil de l'industrie touristique, Liana Scott, estime que le secteur n'est pas encore sorti d'affaire, même si l'île est très fréquentée et que les opérateurs touristiques sont frustrés par le coût élevé des vols au départ de la Nouvelle-Zélande. [RNZ](#)

Le Forum des îles du Pacifique signe un accord de coopération avec l'ASEAN

La principale organisation politique de la région Pacifique (FIP) a formalisé un accord avec le principal bloc politique et économique de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) en vue d'une plus grande coopération à Jakarta cette semaine. "Il s'agit d'une mise en œuvre des perspectives de l'ASEAN sur l'Indo-Pacifique initiées par l'Indonésie en 2019, puis traduites pendant la présidence indonésienne en englobant l'Indian Ocean Rim Association (IORA) et le FIP", a déclaré la ministre indonésienne des affaires étrangères, Retno Marsudi. [RNZ](#)

ACTUALITES AGRICOLAS

Australie

L'Australie a ouvert son marché à la viande de [porc](#) française, crue et destinée à la transformation à l'arrivée. Suite à la publication d'un rapport du [CSIRO](#) établissant que la filière n'atteindrait pas sa cible, l'organisation professionnelle de viande bovine à l'herbe [Cattle Australia](#) demande à Meat & Livestock Australia de remplacer la cible de 0 émissions nettes en 2030 par une cible de neutralité climatique en 2030 (pas de contribution au réchauffement), qui prendrait mieux en compte le fait que le méthane a une durée de vie courte dans l'atmosphère. [Meat & Livestock Australia](#) s'est déclarée ouverte à cette révision.

La compagnie d'avocats Maurice Blackburn a lancé une action en justice contre Bayer en défense de ses client·e·s ayant développé des lymphomes non-hodgkiniens suite à l'utilisation d'herbicides à base de [glyphosate](#).

La situation liée à la détection de cas de dermatose sur des bovins vifs exportés d'Australie et testés positifs en Indonésie reste délicate. D'[autres détections](#) ont eu lieu ; l'Indonésie exige que les animaux soient testés avant le départ, ce que la filière australienne vit comme une barrière au commerce. Le DAFF indique avoir conduit une campagne de tests sur un échantillon de 1000 têtes en Australie et que la maladie n'a pas été détectée ; le pays en demeure donc [indemne](#). La [Malaisie](#) a levé ses restrictions temporaires aux imports depuis les établissements australiens.

Nouvelle-Zélande

Le [Gouvernement](#) néo-zélandais a publié une nouvelle version de son plan de réduction des émissions agricoles, dans laquelle il confirme une approche de taxation différenciant les gaz, rend obligatoire la transmission de l'état des émissions par chaque ferme pour fin 2024, repousse la mise en œuvre de la taxation au 4^{ème} trimestre 2025 (au lieu du 1^{er} janvier 2025), s'engage à fixer le niveau de taxation au plus bas possible pour atteindre les cibles de réduction, et confirme que la séquestration de carbone sur les fermes sera reconnue dans le marché carbone national. Le [secteur professionnel](#) note les avancées mais regrette que le méthane ne fasse pas l'objet d'un traitement spécifique, et qu'à ce stade il fait l'objet d'une attention disproportionnée au regard de son pouvoir de réchauffement. Il [souligne](#) par ailleurs l'incohérence à fixer de nouvelles échéances réglementaires alors que beaucoup de détails techniques restent à préciser. [Federated Farmers](#) s'oppose clairement à la proposition du Gouvernement, rappelant les difficultés économiques que traversent actuellement les agriculteurs. Le [secteur laitier](#) regrette l'absence d'avancées sur l'utilisation qui sera faite de la taxe, et que les propositions du Gouvernement ne prennent pas mieux en compte les avancées déjà réalisées par les éleveurs.

Les chiffres officiels définitifs placent les [exports agricoles néo-zélandais 2022-23](#) au niveau record de 57,4 Md NZD, dont 26 Md NZD pour le secteur laitier et 12 Md NZD pour la viande rouge et la laine. Il est estimé que les exports agricoles du pays atteindront 62 Md NZD en 2027.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication :

Service économique régional de Canberra

Pour s'abonner :

madeleine.langot@dgtrésor.gouv.fr